

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.Association déclarée
Loi de 1901354, Rue Saint-Honoré
PARIS-1^{er}Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

SOMMAIRE

CHRONIQUE

Comment l'Occident ravitaille l'U.R.S.S. 1

ACTUALITE

L'impasse yougoslave 4

ETUDE

Crise des cadres dans le parti bolchevik 5

DOCUMENTS

La « force de travail spéciale » du Politburo 6*Le niveau de vie en Roumanie communiste* 7

LES PAYS DU GLACIS SOVIÉTIQUE

Allemagne orientale: Les Allemands parlent aux Allemands. — Avances aux pasteurs 10*Avances aux socialistes* 11*Hongrie: Le discours de Mathias Rakosi* 11*Roumanie: Le cinéma moyen de propagande. — Renforcement de la peine capitale* 12*Bulgarie: La lutte contre les koulaks. — Le « sabotage » de l'enseignement....* 13*Tchécoslovaquie: L'école laïque obligatoire remplace les séminaires* 13*Le relogement démocratique et populaire. — Ce que fut et ce qu'est le « Sokol »* 14*Pologne: La réforme monétaire du 28 octobre 1950* 15

LA VIE EN U.R.S.S.

L'industrie « la plus progressive du monde ». — Devoirs impératifs des syndicats soviétiques. — Les grandes tâches de la critique littéraire 16

CHRONIQUE

Comment l'Occident ravitaille l'U.R.S.S.

LE rideau de fer dont l'U.R.S.S. a entouré son empire n'est pas aussi étanche qu'il apparaît à première vue. Sur le plan économique, l'existence de cette barrière, fonctionnant souvent à sens unique, apporte aux Soviétiques des avantages multiples.

En premier lieu, le rideau de fer met à l'abri l'économie du monde soviétique contre toutes ingérences ou influences extérieures, alors qu'il ne protège nullement l'économie des pays occidentaux contre une intervention économique, monétaire ou financière, toujours possible de la part des Soviétiques. Pour mesurer l'importance de ce danger on rappellera que ce fut l'U.R.S.S. qui, par la vente soudaine et massive du sucre a fait complètement échouer, dans les années 30, le fameux plan Chadbourne, signé pourtant par une vingtaine des principaux pays producteurs.

En second lieu, si par la surveillance sans relâche qu'elle exerce sur les frontières de son empire, l'U.R.S.S. contrôle minutieusement ses

livraisons et celles des pays satellites à destination de l'Ouest, en revanche le rideau de fer ne l'empêche nullement de se procurer dans les pays tant occidentaux qu'asiatiques et africains, à peu près toutes les matières premières et les machines-outils dont elle a besoin.

C'est à ce dernier aspect, de loin le plus important, que seront consacrés les présents développements.

Le Commonwealth contribue aux Plans Quinquennaux soviétiques

C'est incontestablement la zone sterling qui figure au premier rang des fournisseurs occidentaux de la Russie. Le schéma du commerce anglo-soviétique se présente ainsi :

a) En vertu des traités conclus, l'U.R.S.S. livre à la Grande-Bretagne, avec une ponctualité remarquable, de grandes quantités de céréales et

du bois d'œuvre. Une partie des sterlings ainsi obtenus sert à financer les achats de machines-outils, effectués par les Soviétiques directement au Royaume-Uni.

b) L'autre partie permet aux Russes d'acheter dans les dominions asiatiques, des matières premières d'importance stratégique.

Des machines-outils aux moteurs à réaction.

Dans une pénétrante analyse consacrée à l'évolution récente des relations commerciales anglo-soviétiques, l'*U.S. News and World Report* (1) écrit :

« Les contrats pour l'U.R.S.S. absorbent 10 à 15 % de la production britannique de machines-outils lourdes, à une époque où des machines-outils d'autres types sont livrées par les Etats-Unis à la Grande-Bretagne. »

Et la revue de citer de nombreux exemples :

De janvier à avril, la Grande-Bretagne a envoyé à l'Union soviétique pour un million de \$ de machines industrielles, soit dix fois plus qu'à pareille époque de l'année précédente. Les exportations de génératrices électriques à destination de l'U.R.S.S. dépassent, cette année de 50 % le niveau des livraisons effectuées en 1949. Les livraisons de moteurs Diesel, made in Great Britain, à l'U.R.S.S. atteignent la coquette somme de 15 millions de \$. Les Russes ont réussi à se procurer en Angleterre même, il y a dix-huit mois, une cinquantaine de moteurs à réaction pour l'aviation soviétique.

Matières stratégiques.

Les échanges commerciaux entre Londres et Moscou se soldent généralement par une balance favorable aux Russes. Le surplus de livres sterling est aussitôt transformé par ces derniers en certaines matières stratégiques, et notamment caoutchouc, laine et coton.

« Les importations russes de caoutchouc, écrit l'*Economist* dans une note très documentée (2), ont augmenté continuellement depuis la guerre pour atteindre, en 1949, la pointe de 105.000 tonnes, chiffre largement supérieur au triple du chiffre d'avant-guerre (3). (Après un fléchissement passager au cours du 1^{er} semestre 1950) les achats soviétiques semblent avoir été porté, depuis la guerre de Corée, au taux annuel d'environ 100.000 tonnes. »

(1) du 22 septembre 1950.

(2) Du 23 septembre 1950.

(3) Soit plus exactement le quadruple des 26.000 tonnes importées en 1938. N.R.

En ce qui concerne la laine, les importations soviétiques ont quadruplé par rapport à l'avant-guerre, passant de 10 millions de tonnes (laine lavée) au taux de 42 à 45 millions de tonnes tant en 1949 qu'en 1950.

La France livre explosifs, plomb, machines...

L'attitude anglaise dans le domaine de ses relations commerciales avec l'Est a fait l'objet de multiples critiques tant du côté américain que du côté français. Mais la politique suivie en cette matière par les gouvernements de Washington et de Paris est loin d'être irréprochable.

En ce qui concerne tout d'abord la zone franc, nous sommes en mesure, à la suite de l'enquête menée à ce sujet par l'*U.S. News and World Report* (4), de révéler l'ampleur insoupçonnée par le public français, du trafic franco-soviétique :

« Par toutes sortes de procédés, les Russes parviennent à se procurer en France toute une série de produits, des moteurs électriques aux explosifs... Des articles tels que machines-outils, machines industrielles, abrasifs, fils, tubes de fer et d'acier, chaudières, pompes, moteurs, matériel de chemins de fer, équipement électrique et divers métaux, sont vendus avec l'autorisation du gouvernement français. »

Tel est l'aspect légal de ce trafic. Il convient d'y ajouter les exportations françaises vers les pays satellites. Les livraisons françaises à l'Europe orientale ont doublé en l'espace d'un an, puisqu'elles sont passées de 51 millions de \$ en 1948 à plus de 105 millions de \$ en 1949 (5). Pendant l'année en cours, elles se maintiennent approximativement au même niveau. (On rappellera pour mémoire qu'à la même époque, 1949, les exportations françaises vers les Etats-Unis n'ont atteint que la moitié de cette somme). On peut raisonnablement admettre que la plupart des matières premières et des machines-outils livrées par la France finissent par atteindre, en fin de compte, l'Union Soviétique elle-même.

L'aspect illégal n'est pas moins inquiétant. Ecoutons encore la revue américaine :

« Par voies détournées, les Russes arrivent également à obtenir, en provenance de France, des produits essentiels pour la guerre : roulement à billes, alcool industriel, trinitrotoluène. Des commerçants de pays neutres sont employés

(4) Cf note (1).

(5) Source : O.E.C.E. Bulletin mensuel du commerce extérieur des Pays Participants.

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites, des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 354, rue Saint-Honoré à Paris (1^{er}).

comme intermédiaires... La France a reçu approximativement pour 6 millions de \$ de plomb en provenance des U.S.A. en vertu du Plan Marshall: or, il se trouve que l'un des principaux produits exportés par la France vers l'U.R.S.S., est précisément le plomb. »

La politique américaine manque de logique

Ce sont les Etats-Unis qui, tout au moins en apparence, pratiquent à l'égard de l'U.R.S.S. une politique commerciale plus stricte. Si en 1947, l'Union Soviétique a pu recevoir en provenance de l'Amérique du Nord pour près de 150 millions de \$ d'équipements sidérurgiques, de machines-outils, de véhicules de toutes sortes, ce courant a subi une régression très sensible à partir de 1948, à la suite de l'embargo décrété sur les livraisons de matières et de matériels stratégiques à destination de l'Est. De ce fait, les exportations américaines vers l'U.R.S.S. sont tombées à 28 millions de \$, puis à 8 millions en 1949.

Mais en vérité, la politique consistant à limiter les livraisons à l'U.R.S.S. de produits américains n'est pas un remède bien efficace tant que les Etats-Unis continueront à acheter aux Soviétiques et à leur fournir, en échange, des sommes considérables de dollars. En effet, et pendant les deux années 1948 et 1949, Moscou a obtenu de la sorte une centaine de millions de \$ (6), représentant le solde de la balance commerciale américano-soviétique. Le dollar étant une monnaie universellement acceptée, ces montants ont pu être utilisés dans n'importe quelle partie du monde.

Les faits que nous venons de rapporter, révèlent l'absence totale d'une politique cohérente et concertée en matière économique vis-à-vis de l'U.R.S.S. Le rôle des dirigeants soviétiques s'en trouve singulièrement facilité.

Du commerce légal à la contrebande

En gros, trois procédés sont utilisés simultanément par les Russes :

a) Par le *commerce officiel* avec les pays occidentaux, les Soviétiques se procurent soit directement des machines-outils et des matières premières, soit des montants considérables de monnaies fortes qui leur permettent de financer les achats dans d'autres pays.

b) En se servant de ses *satellites*, l'U.R.S.S. arrive à compléter son approvisionnement d'une manière substantielle.

Voici quelques ordres de grandeur : le seul commerce des pays de l'O.E.C.E. avec l'U.R.S.S. et les démocraties populaires dépassent largement 1 milliard de dollars par an dans chaque sens (7). Si l'on tient compte des autres continents, c'est à une somme de 1.500 à 2.000 millions de dollars qu'il convient d'estimer la valeur des marchandises livrées au bloc soviétique par le monde libre.

c) Un troisième procédé consiste à faire appel à des *courtiers privés* qui opèrent pour le compte de l'U.R.S.S. ou de ses satellites dans les pays les plus divers : Suisse, Suède, Hollande, Finlande, Singapour, Hong-Kong, Iran — et plus encore en Autriche et en Allemagne. Il s'agit là d'une véritable contrebande dont il est difficile

de chiffrer le volume, mais qui est sans aucun doute extrêmement étendue et ramifiée.

C'est cette dernière « méthode » qu'il est utile d'étudier maintenant à l'aide de quelques exemples :

La Finlande doit livrer à l'U.R.S.S., au titre des réparations de guerre, des marchandises d'une valeur de 300 millions de dollars. Or, 23 % de cette somme doivent être fournis sous forme de machines-outils et de pièces de rechange que, dans bien des cas, la Finlande ne fabrique pas et que par conséquent elle est obligée de se procurer à l'étranger.

L'attaché financier français à Berne (8) signale que « les autorités tchécoslovaques s'efforcent de se procurer des devises en livrant à la Suisse des biens de consommation ». Cette information n'est-elle pas à rapprocher de la révélation faite par l'U.S. News citée plus haut, disant que « quatre firmes de la Ruhr ont récemment vendu de l'acier de contrebande à des acheteurs soviétiques en traitant par l'intermédiaire de la Suisse un accord de 2,3 millions de dollars » ?

Autre exemple : les officiers de renseignement américain ont pris sur le fait une importante maison de Kiel au moment où elle expédiait vers Rostock, zone soviétique, des équipements portuaires qu'elle prétendait être destinés aux ports de Rotterdam et d'Anvers, en Hollande.

Les pays du Proche et Moyen-Orient servent souvent de lieu de transit. L'Egypte fournit du coton, et bien d'autres marchandises encore. Des commerçants iraniens trouvent souvent intérêt à revendre des rails et autres équipements que l'Iran achète avec des crédits alloués par la Banque de Reconstruction... Les commandes soviétiques de caoutchouc (dont nous avons parlé plus haut) se font par courtiers à Singapour ou à Hong-Kong.

En Allemagne même (9) la contrebande est tolérée par les autorités locales et les occupants sont impuissants à endiguer le flot des marchandises qui, la plupart du temps en pièces détachées, prennent quotidiennement le chemin de l'Est. Cette tolérance, pour ne pas dire complicité, fait que les expéditions illicites sont souvent couvertes par des documents officiels. Berlin en particulier est devenu un centre d'affaires extrêmement actif : les livraisons par voie ferrée à destination des secteurs occidentaux de la ville ne sont soumis pratiquement à aucun contrôle. Dès lors il est inévitable qu'une bonne partie des livraisons disparaisse, au grand étonnement de la douane.

Les autorités américaines estiment qu'en plus des articles d'une valeur de 50 à 60 millions de \$ par an exportées officiellement par la république de Bonn vers la zone orientale, des marchandises supplémentaires, d'un montant dépassant largement 100 millions de \$, sont livrées illégalement.

**

L'intérêt que trouvent les Soviétiques à entretenir ce trafic est évident. D'une part, il leur permet de constituer des stocks de certaines matières stratégiques d'une importance vitale en cas de conflit armé. D'autre part, les fournitures de machines-outils et de certains produits finis dont ils bénéficient, contribuent à parachever l'industrialisation de l'U.R.S.S. et à favoriser la fabrication d'armements.

(6) Plus exactement : 50 millions de \$ en 1948 et 42 millions en 1949.

(7) Cf. Statistiques du commerce extérieur des pays membres de l'O.E.C.E.

(8) Note du 24 juillet 1950.

(9) Cf. le B.E.I.P.I., n° 34, p. 10 (L'ampleur et les dessous du commerce illégal).

ACTUALITÉ

L'impasse yougoslave

L'on sait que la situation économique de la Yougoslavie est catastrophique et que seule l'aide occidentale, avant tout américaine, pourra conjurer un désastre. La sécheresse de l'été dernier n'en est pas la cause première ; elle n'a fait qu'aggraver le mal dont le principal responsable est Tito lui-même.

A l'instar des autres pays d'Europe orientale tombés sous la tutelle moscovite au lendemain de la guerre, la Yougoslavie voulut entreprendre « l'édification du socialisme » en s'inspirant, bien entendu, de l'exemple soviétique des plans quinquennaux. Aussi faiblement industrialisée que la Russie d'il y a vingt ans et essentiellement agricole (les trois quarts de la population vivent de la terre), la Yougoslavie n'était nullement préparée pour cette tâche. En imitant la politique stalinienne de l'industrialisation forcée, Tito devait donc nécessairement rencontrer les mêmes difficultés et s'acheminer vers les mêmes catastrophes.

Le Plan quinquennal yougoslave, mis en œuvre dès la première moitié de 1947, se proposait de développer avant tout l'industrie lourde et la construction mécanique ; les industries travaillant pour la consommation furent délibérément sacrifiées (*Borba*, 22-12-47 et 24-4-48). Ce qui veut dire que la consommation de la population dut être réduite à l'extrême et qu'une fraction disproportionnée du revenu national fut consacrée à l'industrialisation.

Mais cette industrialisation elle-même profita moins à la Yougoslavie qu'à l'U.R.S.S., du moins avant la rupture Tito-Staline. Voici, pour les dix premiers mois de 1948, la part du bloc oriental dans l'exportation de quelques produits yougoslaves :

Min. de fer	100, %	Cuivre élec-	
Zinc brut	97,3%	trolyth.	77, %
Pyrites ..	96, %	Cuiv. brut	72, %
Chanvre	93,9%	Mercure ..	72, %
Soude caus-		Antimoine	62,1%
tique..	91,9%	Plomb	59, %

Fatale à la production d'objets de consommation de provenance industrielle, l'industrialisation forcée compromit en même temps la production agricole et par là même l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires. Les forêts, les mines et l'industrie proprement dite absorbèrent en peu d'années une main d'œuvre supplémentaire d'environ 900.000 personnes, qui fit cruellement défaut à l'agriculture.

Les choses se compliquèrent dès le second semestre 1948, après la rupture de Tito avec le Kominform. Le blocus organisé contre la Yougoslavie par l'U.R.S.S. et ses satellites aboutit à l'asphyxie de l'économie yougoslave, dont le plan d'industrialisation, qui devait être réalisé avec des machines et des matières premières authentiquement « démocratico-populaires », resta en panne. La Yougoslavie dut se procurer ailleurs le coton, les produits pétroliers, l'acier laminé, les pneus, etc., que les pays du Kominform se refusèrent soudain à lui livrer. D'où un bouleversement complet du plan du commerce extérieur et l'arrêt de nombreuses entreprises, subitement privées des matières qu'elles attendaient.

En même temps, sans doute pour montrer qu'il était plus orthodoxe que le pape Staline, Tito accéléra la collectivisation forcée de l'agriculture, qui était demeurée dans des limites modestes jusqu'à la fin de 1948. De 1.318 au 31 décembre 1948, le nombre des « communautés agricoles » organisées sur le modèle des kolkhozes, passa à 5.000 en septembre 1949 et à 6.492 en janvier 1950. On imagine aisément que les résultats de cette opération ne furent pas meilleurs dans la Yougoslavie de 1948-1950 que dans la Russie de 1930-1934. Conçue en vue d'accroître la productivité dans l'agriculture pour compenser le drainage de la main-d'œuvre vers l'industrie, cette collectivisation agricole aboutit à un résultat diamétralement opposé, non seulement parce que Tito manquait de l'indispensable équipement mécanique, mais encore et surtout parce que la mentalité paysanne ne s'y prête point, qu'il s'agisse d'une paysannerie arriérée comme la yougoslave ou d'une paysannerie plus éclairée et plus cultivée comme celle de chez nous. La violence est en toutes circonstances le facteur le plus anti-économique qui soit, et Tito a dû en convenir lui-même — un peu tard, il est vrai — dans son discours prononcé à Drvar (*Politika*, 14 mars 1950), où il disait :

« Je crois que c'est précisément dans la création de communautés paysannes que nous avons commis le plus de fautes ; nous avons jugé mathématiquement et non suivant les possibilités réelles, les hommes, la mentalité des hommes, et nous ne nous sommes pas demandé s'ils étaient prêts à entrer dans une communauté ; il y a eu emploi de force avec menaces de « ceci ou cela », menaces d'augmentation des impôts ou de travail forcé dans les forêts. »

L'opération s'est finalement soldée par une diminution sensible de la superficie emblavée et par une réduction catastrophique des effectifs du cheptel. La sécheresse fit le reste.

L'aide occidentale pourra tout juste permettre à la Yougoslavie d'éviter les révoltes auxquelles une population affamée est susceptible de se livrer. Un redressement durable dépend d'un changement radical de la politique économique. En tant que léniniste, Tito se souvient sans doute que Lénine, dans une situation analogue (1921), desserra le carcan étatique, rendit la liberté aux paysans, et aux marchés en général, en inaugurant la « nouvelle politique économique » (N. E.P.), qui entendait même laisser une place importante aux capitaux étrangers.

Mais Tito n'est pas aussi libre de ses mouvements que Lénine. Il a à faire face à une opposition kominformiste prête à dénoncer tout retour au bon sens économique comme une trahison et comme une capitulation devant les « bellicistes américains ». Il se heurte à l'idéologie fautive et absurde qu'il a lui-même tant contribué à répandre. S'il persiste dans la voie dont il a reconnu — ses récents discours le prouvent — l'issue catastrophique, il déclenche des révoltes de famine ; s'il l'abandonne — ce dont il semble désireux — il risque des troubles provoqués par les agents moscovitaires. La seconde solution est cependant moins dangereuse, car la famine serait de toute façon exploitée par Moscou, tandis que le bolchevisme sans famine est un poison bien moins foudroyant.

ÉTUDE

Crise des cadres dans le Parti bolchevik

La presse bolcheviste se préoccupe de plus en plus de l'insuffisance du travail des cadres du Parti. On a l'impression que l'« appareil » est en proie à un véritable malaise, que nous signalions dans deux précédents numéros de notre Bulletin (numéros 32 et 33) et qui semble plus grave qu'il n'apparaissait à première vue.

La *Pravda* du 11 octobre (éditorial) se plaint du manque d'activité des organisations locales et régionales, et elle reproche aux dirigeants de ces organisations de ne pas convoquer régulièrement les assemblées de militants actifs. Elle croit nécessaire de rappeler les règles qui devraient présider à une saine vie intérieure du Parti :

« L'examen libre et sérieux des décisions du Parti et du gouvernement ainsi que des principales questions de la vie de l'organisation est le droit imprescriptible de chaque membre du Parti, car il n'existe aucun problème de l'édification communiste qui ne soit susceptible d'intéresser et de toucher les militants actifs. »

Mais l'alinéa suivant précise immédiatement comment il convient d'entendre un tel examen « libre » et le droit « imprescriptible ». La *Pravda* loue la Fédération de Léninegrad d'avoir convoqué les militants actifs pour « examiner les tâches de l'organisation en ce qui concerne l'amélioration du travail scientifique en liaison avec les travaux du camarade Staline sur la linguistique ». On imagine avec quelle « liberté » ces militants ont pu « juger » d'une question tranchée une fois pour toutes par le chef génial.

C'est précisément pour cela que la *Pravda* lance en vain des exhortations comme celle-ci :

« Les assemblées de militants actifs sont la tribune de la critique et de l'auto-critique bolchevistes. C'est là que doit retentir la voix des communistes disséquant hardiment les imperfections du travail en vue d'y mettre un terme au plus vite. Malheureusement, la voix de la critique et de l'auto-critique ne résonne pas toujours avec la force nécessaire. »

Un autre article dans le même numéro de la *Pravda* (p. 2) relate comment les choses se passent dans la région d'Irkoutsk :

« De telles assemblées (car il s'agit toujours des militants actifs) ont un caractère de parade et les communistes y font preuve de peu d'activité... On y discute dans la plupart des cas de questions recommandées par l'instance supérieure. Les organisations de base ne prennent que fort peu d'initiative et ont l'habitude de ne travailler que selon les directives venant du sommet. »

Pourquoi ? L'article cite un exemple qui explique tout :

« Pendant longtemps, les militants actifs ne furent pas convoqués en assemblée. Le camarade Berline, secrétaire du Comité de rayon, s'est même permis de ne pas tenir compte de l'opinion des membres du bureau du Comité de rayon.

Il ne reconnaissait qu'un seul aspect de la critique : celle d'en haut. »

Dans un autre rayon de la même région d'Irkoutsk, « beaucoup d'organisations de base, privées de l'aide du Comité de rayon, n'accomplissent pas les tâches dont elles sont chargées. »

« Sans doute, commente la Pravda, l'affaiblissement du travail dans une série d'organisations du Parti et les grossières infractions à la démocratie intérieure du Parti sont la conséquence de ce que le Comité régional n'a pas accordé une suffisante attention aux questions politiques. »

La conclusion de l'article ne paraît pas de nature à guérir le mal, car elle va à l'encontre de la « démocratie » dont on réclame l'application :

« Chaque organisation du Parti et chaque communiste doivent lutter avec une énergie et avec une persévérance accrues pour l'application des décisions du Parti et du gouvernement. »

Pourquoi, alors, les membres « actifs » transformés en simples instruments exécutifs et sachant d'avance qu'on ne demande pas leur opinion mais leur acquiescement, se donneraient-ils la peine d'assister à des réunions que les dirigeants — on le voit — ne s'empressent d'ailleurs pas de convoquer ? Les dirigeants ne tiennent pas à ces réunions pour être à l'abri d'éventuelles critiques, et les exécutants négligent de s'y rendre parce qu'ils préfèrent — et pour cause — s'abstenir de toute critique.

La *Pravda* du 14 octobre (éditorial) revient à la charge. Elle accuse certains organes, locaux ou régionaux, du Parti de « se substituer aux organismes soviétiques (c'est-à-dire gouvernements) et économiques » de leur échelon et « d'essayer de faire régler des affaires économiques par les permanents de l'appareil du Parti ». Il en résulte que dans certains cas, « des permanents ont commencé à mettre leurs intérêts personnels au-dessus des intérêts collectifs ».

Les *Izvestia* du 13 octobre publient un article de leur correspondant de Sverdlovsk, insistant sur la monotonie de ces assemblées de militants, organisées toujours selon le même canevas :

« Quand on entend, dans la section de chaque arrondissement, des discours construits d'après le même schéma, cela conduit inévitablement à une baisse de l'activité. »

Afin de ranimer les énergies défaillantes et l'intérêt sommeillant, la *Pravda* du 9 octobre publie un article du secrétaire du Comité régio-

RÉSERVÉ AUX MEMBRES
DE L'ASSOCIATION
CE BULLETIN N'EST PAS
VENDU

nal de Saratov, qui croit pouvoir résoudre le problème en citant Staline plusieurs fois dans chaque colonne. Les échantillons que nous en publions ci-dessous donnent une idée du niveau de la presse soviétique, de ses collaborateurs, des cadres bolcheviks et de Staline lui-même :

« Le camarade Staline enseigne que dans n'importe quelle affaire, dans n'importe quel secteur de l'édification, la victoire ne vient pas toute seule, mais qu'il faut l'organiser. »

« Etre assis au volant et regarder sans rien voir, dit le camarade Staline, avant que les circonstances ne nous enforcent le nez dans un désastre — cela ne signifie pas encore diriger. Ce n'est pas ainsi que le bolchevisme conçoit la direction. Pour diriger, il faut prévoir. »

« En ne remarquant pas et en n'énonçant pas ouvertement et honnêtement, comme il sied aux bolcheviks — enseigne le camarade Staline — les insuffisances et les erreurs dans notre travail, nous nous fermons la route en avant. Mais nous voulons aller de l'avant. Et justement parce que nous voulons aller de l'avant, nous devons con-

sidérer comme une de nos principales tâches l'auto-critique honnête et révolutionnaire. Sans cela, il n'y a pas de mouvement en avant. Sans cela il n'y a pas d'évolution. »

« On peut dire avec certitude — indique le camarade Staline — que les neuf dixièmes de nos insuffisances et de nos décomptes s'expliquent par l'absence d'une vérification bien menée de l'exécution. Il n'y a aucun doute qu'avec une telle vérification de l'exécution, les insuffisances et les mécomptes auraient été évités à coup sûr. »

Nous laissons au lecteur le soin de juger de la « qualité » de ces pauvretés. Le public soviétique doit lire et entendre quotidiennement de telles lapalissades présentées comme la quintessence de la sagesse et de la science; effectivement le « camarade Staline » n'a que cela à « enseigner », et les orateurs et les journalistes sont tenus de débiter ces banalités à longueur de discours et d'articles. Le dernier politicien de chef-lieu de canton, en France ou ailleurs, aurait honte de se faire encenser pour de tels exercices de style.

DOCUMENTS

La "force de travail spéciale" du Politburo

M. Rozanoff, journaliste soviétique, passa onze ans dans les camps de travail forcé de la Russie septentrionale. Antérieurement à sa déportation, il travailla dans des bureaux gouvernementaux de « planing » et des statistiques. Il eut ainsi l'occasion de recueillir, théoriquement, des données qu'il devait ensuite vérifier, expérimentalement, sur son propre cas.

Les chiffres des tableaux de la page ci-contre sont tirés et recoupés des officiels « Index régionaux du travail spécial utilisable », soumis tous les 3 mois par le Ministère de l'Intérieur (M.V.D.) au Politburo et au Praesidium du Gosplan, le Département d'Etat de planification. Ces index sont suivis d'un supplément qui spécifie le nombre de travailleurs affectés à des tâches déterminées, de sorte que les vues d'ensemble sont possibles après les nécessaires regroupements. Le seul élément statistique d'une indétermination relative est celui des personnes « exilées dans des régions lointaines », qui, à la différence de celles comptabilisées dans les camps de travail forcé, se confondent plus ou moins avec la population locale.

« ... Dans le cas d'arrêts de la production, ou d'autres événements fortuits, le Politburo et le Gosplan demandent au M.V.D. de transférer un certain nombre de travailleurs forcés — plusieurs centaines de milliers, si c'est nécessaire — d'une branche de l'économie à une autre qui leur paraît plus importante. Alors l'Administration Centrale des Camps, le Goulag, signe un contrat

avec le Ministère responsable de l'entreprise spécifiée et, s'il en est besoin, des camps entiers sont transférés d'un bout du pays à l'autre.

« On comprend que ces pratiques facilitent la régulation de l'économie planifiée soviétique. Evidemment les autorités soviétiques apprécient un tel système à sa valeur. La preuve en est dans l'accroissement du nombre des prisonniers entre 1928 et 1941. En 1950, le nombre des « travailleurs spéciaux » n'est sûrement pas inférieur à celui d'avant-guerre. »

« ... La mécanisation du travail esclavagiste dans les mines, la construction des routes, a maintenant permis au gouvernement soviétique de dériver des armées entières de travailleurs forcés vers des travaux purement militaires. De nouveaux centres de travail forcé sont apparus qui, pour la plupart, reçoivent les ordres du Ministère de la Guerre. Les plus importants de ceux-ci sont :

1°) dans les Etats Baltes : construction de routes stratégiques, d'aérodromes et aménagements des côtes.

2°) en Ukraine : construction d'aérodromes souterrains ; production de munitions, grenades, fabrication de pièces détachées pour l'aviation ; réparation des établissements militaires détruits.

3°) dans la région de l'Altai : construction et mise en service du centre de recherches atomiques « Atomgrad », partiellement souterrain.

4°) le long de la côte arctique, de la baie de Mourmansk au détroit de Béring et, au sud, jusqu'aux détroits tartares : construction d'aérodromes, de ports, de routes, de baraquements et d'ateliers de réparation.

Le poids spécifique du travail esclavagiste dans la préparation à la guerre croît de mois en mois. »

D'après *The Challenge*, juillet 1950, organe de l'Amicale des anciens détenus dans les camps soviétiques.

Nous rappelons à nos membres en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 1.500 francs (6 mois), 3.000 francs (12 mois). Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

La main-d'œuvre forcée

	1928	1941
1°) Dans des camps de concentration et dans des établissements spéciaux du N.K.V.D.	300.000	5.150.000
2°) En prison	160.000	1.050.000
3°) Dans des colonies de « travail correctif » ..	400.000	900.000
4°) Déportés dans des régions lointaines.....	200.000	3.950.000
	<u>1.060.000</u>	<u>11.050.000</u>

A comparer avec le nombre des prisonniers politiques dans la Russie tsariste : 28.060 en 1910; 32.000 en 1912 ; 29.350 en 1914 (Cf. Vychinski. *Les prisons dans les pays capitalistes.*)

Répartition de la main-d'œuvre forcée, en 1941 par régions et catégories

	Dans les camps de concentration	Dans les établissements du N.K.V.D.	Dans les prisons	Dans les colonies de "travail correctif"	Déportés dans les régions lointaines
1°) Nord de la Russie d'Europe :					
Région de Léninegrad	100.000	.....	40.000	15.000	1.300.000 Pour l'ensemble des 4 régions
Région de Kareló-Mourmansk	250.000	50.000	5.000	5.000	
Bassin de Petchora	750.000	150.000	.....	.....
Autres régions	350.000	100.000	25.000	10.000	
<i>Total :</i>	1.450.000	300.000	70.000	30.000	1.300.000
2°) Autres régions de la Russie d'Europe :					
Russie d'Europe	600.000	.....	600.000	500.000	
Ukraine	.....	.....	200.000	150.000	
Biélorussie	.....	.....	30.000	30.000	
Caucase	50.000	.....	30.000	40.000	
<i>Total :</i>	650.000	.....	860.000	720.000	
<i>Total général Russie d'Europe</i>	2.100.000	300.000	930.000	750.000	1.300.000
3°) Asie soviétique :					
Sibérie occidentale	500.000	150.000	60.000	80.000	2.000.000
Sibérie orientale	1.400.000	200.000	.....	.....	.....
Kolyma	400.000	.....	.....	.....	.....
Oural	250.000	50.000	20.000	20.000	400.000
Sud-Est asiatique	200.000	.....	10.000	20.000	100.000
Région Karaganda	200.000	.....	.....	.....	.....
Asie centrale	50.000	.....	30.000	30.000	150.000
Iles de l'Océan Arctique et mer d'Okhotsk	50.000	.....	.....	.....	.....
<i>Total :</i>	3.050.000	400.000	120.000	150.000	2.650.000
TOTAL U.R.S.S.	5.150.000	700.000	1.050.000	900.000	3.950.000

(1) Non compris les déportés dans les régions limitrophes.

Le niveau de vie en Roumanie communiste

Le texte qu'on va lire, rédigé par des hommes qui ont vécu en Roumanie avant 1945, et qui sont régulièrement informés de ce qui s'y passe aujourd'hui, est un témoignage dont la sincérité est certaine. Il trouve naturellement sa place dans les « Documents » sur le monde communiste.

Ceux qui ont habité la Roumanie, ceux qui

sont passés ou se sont arrêtés pour une courte durée dans ce pays ensoleillé, où les hommes sont gais et les femmes ravissantes, ne peuvent pas oublier les aspects et les tableaux d'une vie riche, active, raffinée, pleine de charme qui pouvait enchanter et satisfaire même les caractères les plus difficiles.

Partout, la richesse, la générosité et la gaieté étaient présentes.

Dans les restaurants, petits et grands, ainsi que dans les parcs et jardins renommés, des orchestres de tziganes, pleins de talent, jouaient les airs en vogue, égayant une société variée et multicolore, qui par la bonne humeur et la sympathie spontanée qui se transmettait d'une table à l'autre, prenait l'aspect d'une seule et grande famille.

Dans ce tourbillon vivant, Bucarest, ou le « petit Paris » comme on l'appelait, rivalisait avec Paris, la ville des lumières.

Cela n'excluait pas l'existence d'un travail laborieux, qui remuait les incommensurables régions agricoles desquelles sortaient l'or jaune et procédait à l'extraction et à la transformation de l'or noir jailli des régions pétrolifères. Les fourneaux des industries lourdes, toujours croissantes, continuaient jour et nuit à fumer, pendant que les industries de toutes sortes transformaient, en plein rendement, les matières premières d'un sous-sol extrêmement riche. Du fond de la terre et sur les grandes étendues de la Transylvanie où jaillissaient les gaz naturels en quantités surprenantes, l'on extrayait le charbon ainsi que l'or vrai, abondant dans les mines de ces régions, déjà exploitées du temps des Romains.

De ce petit pays, situé à l'embouchure du Danube, partaient les navires chargés du blé jaune comme l'or, vers les peuples de l'Occident ; l'Europe entière pouvait être nourrie par les riches guérets. Sur les eaux de la Mer Noire, de Constantza et sur les vagues du bleu Danube s'écoulaient vers d'autres pays ainsi que vers le centre de l'Europe le pétrole brut et l'essence raffinée. Les produits du sol et du sous-sol et les produits alimentaires de toute sorte, allaient loin : dans les pays nordiques, en Angleterre et dans les capitales occidentales, les produits roumains étaient connus et appréciés. Aux banquets de marque, le caviar roumain ne manquait jamais.

Chaque citoyen, qu'il fût paysan, ouvrier, fonctionnaire, libre professionnel, propriétaire ou rentier vivait dignement, vivant souvent mieux que dans d'autres pays riches. Il avait un foyer doté de tout ce qu'il lui était nécessaire, dans les villes même très bien meublées. La nourriture était riche, on mangeait beaucoup et très bien. Tous avaient la possibilité de se vêtir convenablement.

Les enfants étaient instruits le mieux possible. Les parents faisaient les sacrifices de bon gré et souvent ce désir prenait l'aspect d'une compétition.

C'était le pays où chaque homme pouvait mener une vie aisée et même il pouvait faire des économies sur un salaire modeste. Personne ne pensait trop au lendemain ; avec un peu de travail, on pouvait gagner l'argent nécessaire à la vie.

En un mot, le niveau de vie en Roumanie était élevé et avec un peu plus d'efforts et une meilleure organisation, cette vie aurait pu atteindre un niveau supérieur même à celui des pays les plus florissants.

L'occupation communiste et l'esclavage

Après deux guerres mondiales qui se sont soldées par tant de pertes, tout le monde croyait qu'une ère de paix, de liberté allait commencer. Mais l'occupation russe a apporté la plus lourde invasion de toute l'histoire.

Aujourd'hui, la vie d'antan a presque disparu en Roumanie, une tristesse noire pénètre de plus en plus au fond de l'âme des Roumains. Les formes élémentaires de vie et la simplicité préhistorique s'installent. Partout s'étendent la misère,

la terreur et la crainte pour la vie. Les accablants besoins de l'estomac retiennent l'attention de tous.

Une expropriation générale, celle de l'âme même, a changé totalement la vie heureuse de la Roumanie de jadis. La Roumanie d'hier est aujourd'hui un vaste camp de concentration. La haine de classes, moyen infaillible de division, fomentée et réglémentée par la tactique communiste commence à porter ses fruits. Les communistes se sont rendus immédiatement compte que ce peuple d'origine latine, se trouvant dans un pays si riche et ayant un standard de vie assez élevé, ne pouvait être abattu que par la terreur et la misère.

La mise au pas de la population

Le premier but était la paupérisation de toute la population et pour cela, les communistes ont commencé par la ruine de la monnaie.

Par la stabilisation faite en août 1947, tous les habitants ont été dépouillés de toute leur fortune liquide. Pour n'importe quelle somme déposée, de centaines de millions même, chaque habitant a reçu un acompte de 150 lei (187 francs) juste pour deux jours de nourriture.

Tout l'or et les devises, sous la menace de lourdes peines, ont été échangés à un cours ridicule de 900 lei (1125 frs) le louis d'or. Toute la population des villes, les fonctionnaires même, a connu immédiatement des jours difficiles : une soupe de pomme de terre et un morceau de pain a constitué, pour la majorité, un repas de choix. Mais ce vol pur et simple n'a pas suffi. Il a été suivi par l'expropriation de toutes les propriétés au bénéfice de l'Etat. A minuit, sous un froid de 15 degrés, tous les propriétaires et leurs familles ont été contraints de quitter leurs propriétés, dans un délai d'une heure, chaque personne ayant le droit d'emporter deux valises et rien de plus. Les plus atroces monstruosité ont eu lieu à cette occasion.

Pendant la troisième phase, le Gouvernement communiste a nationalisé tous les immeubles d'habitation. Dans une maison, par exemple, de 5-6 chambres le gouvernement a décidé que le titulaire n'avait droit s'il était marié qu'à une seule chambre et l'accès à la cuisine, les chambres excédentaires étant réparties au profit des étrangers, ouvriers, tzigains et toute espèce de voyous, qui une fois entrés se considéraient immédiatement comme les propriétaires des meubles trouvés dans les lieux.

Même après tout cela, la misère n'était pas complète : les hommes pouvaient encore se débrouiller en ce qui concerne la nourriture en se débarrassant de tout ce qu'ils pouvaient vendre aux communistes qui seuls ont de l'argent, leurs vêtements, fourrures, meubles, tableaux, bijoux et autres choses.

Qui ne travaille pas ne mange pas

Les communistes pour atteindre leur but ont eu recours alors à la dernière mesure : celle qui frappait directement l'estomac par l'application de la formule diabolique : « Seulement ceux qui travaillent ont le droit de manger » et pour masquer la pénurie d'aliments et des produits de toute sorte, envoyés en Russie, le rationnement a été décrété pour tout ce qui constitue l'alimentation. Seulement les communistes et les fonctionnaires possèdent des cartes d'alimentation, tous les autres sont contraint de se procurer ce qu'il leur faut au marché noir, organisé par les communistes.

Pour parfaire l'œuvre de paupérisation et achever la misère, les communistes ont procédé à la réquisition de toutes les céréales et autres pro-

duits encore aux mains des paysans pour couper ainsi toutes possibilités de ravitaillement aux affamés qui, avant cette sauvage mesure pouvaient encore recevoir un peu de choses de la campagne. Aujourd'hui, après 4 ans et demi d'occupation, la misère est complète et grâce au régime de terreur, inconnu du monde libre, l'esclavage est total.

Le niveau de vie d'aujourd'hui

Peut-on parler encore d'un niveau de vie ? Essayer de faire une comparaison entre la vie d'antan et celle que connaît à présent la Roumanie, ce serait nous faire mal comprendre, si grande est la différence. On ne peut plus parler d'un niveau de vie quelconque pour la simple raison que la vie — telle qu'on l'entend — a cessé d'exister.

Les communistes dirigeants qui forment la classe dominante, ont de tout : des palais, fortunes, automobiles, même le droit de supprimer les autres. Pour eux la vie en Roumanie est comme un paradis.

Les fonctionnaires. La majeure partie souffre beaucoup, leurs appointements de misère étant insuffisants. Ils continuent à habiter leurs maisons, ou les maisons nationalisées une ou deux chambres leurs étant affectées contre paiement. Ils se nourrissent mal ; ce qu'ils touchent avec leurs cartes d'alimentation ne peut leur assurer que le strict nécessaire, ils n'ont pas les moyens de se ravitailler au marché noir. Un seul plat au déjeuner ainsi qu'au dîner. Le matin, sauf les enfants qui reçoivent une tasse de lait ou de thé, les autres ne mangent rien, parce que leurs faibles ressources ne le permettent pas. Ils n'ont pas la possibilité de s'habiller, leurs vêtements sont usés et un nombre assez grand sont loqueteux, état de chose qu'on n'a jamais connu dans la Roumanie d'antan.

Aucune sorte de distractions ; seulement une fois par mois, ils peuvent se permettre le luxe d'assister à un film russe de propagande. Ils ne peuvent pas voyager à cause de la cherté des transports et du manque de permission. Leurs maigres appointements vont de 8 à 16.000 lei (10 à 20.000 francs) par mois.

L'existence difficile des ouvriers et des paysans

Les ouvriers. En dépit de la propagande communiste qui leur répète qu'ils vivent comme au paradis, leur vie est très difficile. Leurs salaires de misère, qui varient entre 4-11.000 lei (5-13.000 francs) ne leur suffisent pas pour mener une vie même très modeste. Ils sont obligés de faire des heures supplémentaires, ce qui fait qu'ils travaillent par jour entre 10 et 14 heures. La grande majorité travaille si durement que la santé générale est atteinte. Avec le peu qu'ils gagnent, à peine arrivent-ils à se nourrir, et encore insuffisamment. Ils reçoivent de la viande 1 ou 2 fois par mois, tandis que les communistes peuvent en avoir 4 fois, ce qui constitue une grande faveur.

En ce qui concerne le confort, c'est celui qu'ils ont trouvé dans la maison qu'il leur a été assignée. Les vêtements sont fatigués, rapiécés et grossièrement confectionnés. Les ouvriers ne peuvent travailler là où ils veulent mais là où on le leur ordonne. Ils ne peuvent voyager parce qu'on ne leur donne pas la permission et parce que un seul voyage coûte la moitié du salaire.

Pour les distraire le parti communiste a le soin de les faire défiler à toutes les manifestations, les obligeant de glorifier continuellement Staline, celui qui rend heureux les ouvriers du

monde entier, les travailleurs roumains inclus. Ils ne peuvent plus écouter la T.S.F. parce qu'on leur a confisqué leur poste. En revanche, ils peuvent avoir un haut-parleur réglé pour entendre seulement les émissions de Bucarest et de Moscou.

Les paysans résistent encore, mais il n'y en a plus pour longtemps. Les minces réserves qu'ils peuvent sauver du contrôle des autorités communistes s'épuisent. Du fait de la mise en vigueur du rationnement et du prix ridicule auquel ils sont obligés par le gouvernement de vendre leurs produits, ainsi que de la cherté des autres aliments qu'ils doivent acheter, le niveau de vie des paysans est tombé à moitié de ce qu'il a été autrefois.

En dehors du travail du lambeau de terre qu'on a laissé à chacun (1-5 h.), ils restent indifférents à toutes les manifestations auxquelles se livrent la propagande communiste pour les persuader qu'en dehors de Staline il n'existe ni Dieu, ni Patrie.

La liquidation de la bourgeoisie

Enfin, la classe la plus malheureuse est celle de la soi-disant « Bourgeoisie » formée par les professions libérales, anciens fonctionnaires, anciens propriétaires, retraités et rentiers. Celle-ci supporte le vrai calvaire de l'esclavage.

Évincés de leurs propriétés et de leurs maisons, installés dans des chambres exigües, dans les greniers sombres ou dans les caves humides, sans carte d'alimentation, sans argent, sans aussi le droit de travailler, il ne leur reste qu'à se suicider.

Des hommes qui ont connu autrefois, une vie aisée et riche, qui ont travaillé correctement et qui ont rendu de grands services dans tous les domaines, qui se sont sacrifiés pour l'intérêt commun, qui se sont battus pour la Patrie, sont aujourd'hui des mendiants. C'est une grande satisfaction si ces hommes arrivent à manger une fois par jour. Leur vie devient de plus en plus difficile. Les maladies les fauchent impitoyablement s'ils ne se suicident pas.

C'est eux qui fournissent la main-d'œuvre de tous les camps de travaux forcés, où la majeure partie finissent leur vie.

L'aspect de la vie d'aujourd'hui en Roumanie

Ceux qui peuvent entrer en Roumanie peuvent voir et constater la situation tragique et douloureuse dans laquelle les communistes ont entraîné ce peuple. Dans les rues, on peut voir les gens tristes, pauvrement habillés et portant des chaussures très fatiguées, un sur trois des passants est en loques. Les femmes sont très simplement habillées et au lieu de chapeau elles portent sur la tête un fichu. Les cafés luxueux, les gais restaurants avec leurs riches étalages avec tous les bons plats, les pâtisseries renommées, attrayantes d'autrefois ont disparu. En échange on peut acheter dans la rue des croissants et des gâteaux présentés dans des conditions d'hygiène déplorables.

Quelques magasins — d'Etat naturellement — avec des objets de luxe, de confections et de produits alimentaires, à des prix abordables seulement par ceux qui sont appointés très fortement.

Tristesse et silence dans les rues, dans les halls des hôtels, dans les restaurants ainsi que dans les foyers. Tous les Roumains luttant avec la mort, attendent leur libération de la part de leurs semblables de l'occident et d'ailleurs. L'espoir d'une libération rapprochée leur donne seul la force de résister aux communistes.

LES PAYS DU GLACIS SOVIÉTIQUE

ALLEMAGNE ORIENTALE

Les Allemands parlent aux Allemands

Sous ce titre générique, une curieuse correspondance publique s'est développée par dessus la ligne de démarcation, entre un journal d'Allemagne occidentale, la *Hamburger Freie Presse*, et l'organe officiel de la S.E.D. (communiste) de la zone soviétique. De part et d'autre, on posait des questions ayant trait aux problèmes politiques allemands et auxquelles, c'était la règle du jeu, la partie adverse devait répondre. Cet échange de vues s'est poursuivi pendant plusieurs semaines lorsque, à la veille des élections du 15 octobre, le *Neues Deutschland* a omis de répondre à la question relative à la nouvelle frontière orientale Oder-Neisse. La correspondance, interrompue de ce fait, vient d'être reprise par le *Neues Deutschland*, en date du 20 octobre qui s'est brusquement décidé à répondre à l'épineuse question de son confrère hambourgeois. Voici quelques-unes des principales raisons invoquées par les communistes en faveur de la ligne Oder-Neisse :

« 1. — Nous constatons que c'est la Pologne qui avait été la victime de l'agression allemande. La condition préliminaire à tout règlement international est de reconnaître courageusement les faits historiques, aussi désagréables soient-ils.

« 2. — Nous constatons que l'Allemagne a non seulement envahi la Pologne, mais a essayé de faire disparaître le peuple polonais : sur une population de nationalité polonaise comptant 22

millions d'habitants, six millions ont été victimes de l'agression allemande et ce n'est que grâce à l'U.R.S.S. que la Pologne a été finalement sauvée du désastre général. La Pologne a mille fois raison de déclarer qu'en aucun cas elle ne veut plus être enfermée dans l'étau dont l'une des branches serait formée par la Prusse orientale et l'autre par la Prusse et la Silésie. Dès lors, toute discussion au sujet d'une révision éventuelle de la ligne Oder-Neisse n'est qu'une provocation.

« 4. — Le but des Anglo-Américains était, pendant et avant la guerre une lutte fratricide et épuisante entre Germains et Russes.

« 5. — L'Union Soviétique défend le point de vue selon lequel le peuple polonais a droit à la sécurité.

« 6. — En acceptant les accords de Yalta et de Postdam, même les puissances impérialistes ont reconnu la ligne Oder-Neisse comme la nouvelle frontière. De plus, ces mêmes accords avaient stipulé que le transfert des populations allemandes de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, vers l'Allemagne devait être réalisé.

« 8. — Le peuple allemand, comme d'ailleurs le peuple polonais, est entré dans la voie de la démocratie et du bien-être, voie frayée par l'Union Soviétique. Même en Allemagne, les événements ont prouvé que cette voie était la bonne. »

Avances aux pasteurs...

L'attitude hostile, plus ou moins affirmée, de l'Etat allemand de l'Est à l'égard des Eglises protestantes, est directement fonction des nécessités politiques de l'heure. Jusqu'aux environs du 20 octobre, la pression des communistes n'a cessé de s'accroître, puis brusquement elle s'est relâchée :

« Selon les sources dignes de foi, le gouvernement de la zone soviétique a décidé de réclamer tant aux curés catholiques qu'aux pasteurs protestants une déclaration de loyauté... Cette mesure vise essentiellement l'évêque protestant de Berlin et de Brandebourg, Otto Dibelius, président du Synode des Eglises protestantes d'Allemagne, et ses collaborateurs directs. Le ministre de l'intérieur a été chargé d'établir les listes des pasteurs qui n'avaient pas pris part aux élections du 15 octobre et de ceux qui, y ayant participé, n'avaient pas voté publiquement, mais dans l'isolement. »

(*Neue Zeitung*, 20 octobre).

Conjointement, un pasteur protestant dissident, soutenu visiblement par les autorités communistes, a préconisé la dissolution du Synode actuel et son remplacement par un « Collège d'évêques populaires » :

« Le pasteur Mehnert, de Saxe, propage l'idée de dissolution en zone soviétique de la direction

synodale actuelle et l'institution de nouveaux évêques populaires. Selon des informations en provenance de Berlin, Mehnert deviendrait évêque de Saxe et le pasteur Kehnscherper de Bad-Freienwalde, serait nommé évêque de Brandebourg et de Berlin à la place de Dibelius. On rappelle que tant Kehnscherper que Mehnert avaient été des dirigeants actifs du mouvement nazi « L'Union des Chrétiens Allemands ».

(*Neue Zeitung*, 23 octobre).

Mais la position adoptée en Allemagne occidentale par le célèbre pasteur Niemoeller contre tout réarmement de l'Allemagne, a brusquement amené les communistes à changer de tactique à l'égard des Eglises protestantes :

« Parlant des espoirs que soulèvent à la fois le Congrès allemand de la Paix, et celui, mondial, de Sheffield, le conseiller national pasteur Rose a déclaré : « Je suis convaincu que ces diverses tentatives contribueront à raffermir la paix et à préserver le monde du chaos et de la catastrophe ». Questionné sur son opinion quant au refus du pasteur Niemoeller de souscrire au réarmement allemand, le pasteur Rose a dit : « Je ne puis qu'approuver entièrement les déclarations de Niemoeller ».

(*Neues Deutschland*, 31 octobre).

... et aux socialistes

Le refus du Dr Schumacher de souscrire au réarmement de l'Allemagne occidentale, a modifié de fond en comble le jeu des alliances entre les partis politiques allemands, entraînant des conséquences d'une portée incalculable. Avant cette prise de position catégorique de leur leader, les social-démocrates, bien que dans l'opposition se sentaient solidaires de la démocratie naissante à l'Ouest. A l'Est, le parti socialiste unifié (communiste) prenait pour cible de ses attaques le parti social-démocrate dont les partisans étaient les victimes de la persécution systématique et des épurations permanentes. Aujourd'hui, comme par enchantement, les attaques contre les sociaux-démocrates ont cessé, faisant place, une fois de plus, à la croisade pour l'unité d'action du cartel des gauches.

Toujours prompts à profiter de toutes les divergences entre partis démocratiques, les communistes se sont empressés d'organiser le premier congrès destiné à préparer cette fameuse unité d'action entre les communistes de Pieck (Est) et de Reimann (Ouest) d'une part, et les social-démocrates du Dr Schumacher (Ouest) :

« Le 21 octobre s'est tenue en Allemagne orientale une conférence réunissant sous la présidence simultanée de W. Pieck et de O. Grotewohl, plus de 600 permanents du parti social-démocrate et des syndicats socialistes d'Allemagne occidentale, quelque 150 délégués du syndicat social-chrétien et 400 membres du parti communiste occidental. Après que les malentendus, provenant tant de certains social-démocrates que de certains communistes, furent dissipés par une

explication franche, les méthodes d'une nouvelle et sincère collaboration entre les deux partis ont été mises au point, le but à atteindre étant de contribuer à faire prévaloir en Allemagne occidentale l'unité d'action de la classe ouvrière... Le point culminant de la conférence a été la réponse faite par Max Reimann, président du P.C. d'Allemagne occidentale à un délégué social-démocrate de Schlesswig-Holstein (Allemagne occidentale). Ce dernier a déclaré que pendant sa captivité en Union Soviétique, il avait acquis la conviction qu'une collaboration étroite entre communistes et social-démocrates était possible, et a demandé à Max Reimann s'il savait que de nombreux social-démocrates sont considérés par des communistes comme des bêtes noires. Reimann a répondu : « Je sais que parmi les membres du P.C., il y en a des centaines qui n'ont pas réalisé que notre entente avec vous était indispensable et que l'unité d'action était une nécessité... Pour prouver notre bonne volonté, je puis vous dire que nous avons exclu de nos rangs un certain nombre de nos permanents qui s'opposaient à cette unité d'action. »

(Neues Deutschland, 27 octobre).

Une fois de plus, de nombreux social-démocrates de bonne foi mais naïfs donneront dans le panneau et seront victimes du piège habilement tendu par les communistes. Ira-t-on vraiment jusqu'à ressusciter le Front Populaire ? Il ne le semble pas. C'est plutôt à une scission du parti social-démocrate que l'on risque d'assister, scission d'autant plus regrettable qu'elle ferait le jeu des communistes.

HONGRIE

Le discours de Mathias Rakosi

Le discours de Mathias Rakosi prononcé le 27 octobre est surtout intéressant par les révélations qu'il apporte sur les difficultés de la situation économique et sur l'hostilité que les milieux pay-sans opposent au régime.

1°) La situation économique.

Rakosi commence par faire état des résultats obtenus et des succès remportés.

« Nous avons réussi à accomplir la prévision de notre industrie et même la porter à 106,9 % au cours du troisième trimestre. Cette production dépasse de 36,1 % celle de l'année dernière. Ceci fut atteint par les conseils et l'aide des experts soviétiques et nous commençons à suivre leur exemple. Les tâches qui nous assaillent ne sont pas faciles à résoudre et le sens de la responsabilité de nos ouvriers a été prouvé dans ces cas. Dans l'industrie, nous avons 90.000 travailleurs de plus que l'an passé, dans le bâtiment 97.000 de plus. »

Toutefois cette déclaration optimiste est contredite en partie par la suite du discours qui met

l'accent sur les difficultés qui surgissent en particulier dans le domaine de la production minière :

« Cette augmentation cause des difficultés passagères car le nombre des ouvriers spécialisés n'a pas augmenté de la même façon que celle de la main-d'œuvre. L'outillage ne peut être produit au même rythme que d'autres produits ce qui représente un ralentissement de certaines branches de l'industrie où mines, car nous aurions besoin d'une production accrue. Les demandes sont si hautes que nous n'avons pas pu les satisfaire en maintes occasions et c'est pourquoi nous demandons à notre jeunesse de se tourner vers les mines et de donner l'exemple. »

Autre obstacle : le fait que les travailleurs industriels possèdent des terres :

« Une autre difficulté dérive du fait qu'il y a encore environ 200.000 travailleurs possédant des terres ce qui représente un péril pour la production aussi bien agricole qu'industrielle. Ces ouvriers quittent le travail industriel pour travailler leurs terres. Par suite, les terres sont mal travaillées et la production industrielle en souffre aussi. Nous voulons que cette situation cesse et

offrons par conséquent aux travailleurs d'acheter à un prix avantageux ces terres qui représentent seulement un fardeau.

Ce passage ne manque pas d'intérêt à une époque où le parti communiste préparant la campagne électorale, affirme être le défenseur de la petite propriété paysanne. Lorsque les communistes sont au pouvoir ils se chargent d'expliquer aux masses que la petite propriété est « fardeau encombrant. »

2°) L'opposition paysanne.

« Notre plus grand ennemi est la réaction et la fidélité malsaine pour les méthodes dépassées. Nous n'avons par exemple pas pu convaincre les paysans de commencer la moisson avant la fête Pierre et Paul le 29 juin, comme ils l'ont toujours commencée ce jour-là, malgré que cette année par suite de la sécheresse, le blé a mûri plus vite. La perte causée par ce retard représente 50.000 quintaux de blé si nous ne comptons qu'un kilo par arpent de perte. Nous ne pouvons non plus convaincre les paysans d'avoir une deuxième semence après le blé, ce qui réduirait la perte en territoire ensemencé. Après le blé, encore une semence d'une plante se développant vite, comme on le fait dans d'autres pays. On pourrait avoir deux récoltes sur au moins 3 millions d'arpents. Et par cette méthode nous pourrions augmenter

de 50 % notre bétail. Malheureusement la récolte de mai était, par suite de la sécheresse, déficiente, c'est-à-dire la même que l'an dernier, mais comme le chiffre du bétail a doublé le résultat est insuffisant. »

3°) Les difficultés du parti.

Un passage très important du discours concerne le nouvel essor que le parti doit prendre et de la nécessité d'intégrer de nouveaux membres dans les cadres :

« Avant de finir mon rapport il faut encore que je parle des problèmes de notre Parti. Les élections du Comité Central effectuées après notre session du 10 février ont prouvé que nous avons consacré trop peu d'attention à gagner de nouveaux membres pour le parti. Nous avons plus de membres travailleurs industriels et moins de la petite bourgeoisie. Mais les Conseils Départementaux n'ont pas donné une importance assez grande aux membres paysans et ceci doit être changé, nous y remédierons. L'attention des Conseils des communes doit se tourner en très grande partie vers la paysannerie moyenne, l'adhésion du Parti doit être mise de nouveau en avant et doit être un des problèmes primordiaux de notre Parti. Nous avons toute une nouvelle génération de jeunes, de femmes à notre disposition pour y choisir nos nouveaux cadres. »

ROUMANIE

Le cinéma moyen de propagande

Parmi les moyens utilisés pour la campagne électorale, les communistes attachent une importance particulière au cinéma. On pourra se rendre compte par le texte suivant, extrait de *Contemporanul* du 20-10-50, de la pression sans relâche à laquelle seront soumis les électeurs :

« Etant donné l'importance du cinéma pendant la période de préparation des élections et utilisant dans ce but l'exemple des Actualités soviétiques, les activistes de notre cinéma ont englobé dans le plan des films, une variété de problèmes et d'aspects qui ont été ou sont en train d'être réalisés.

Ainsi, même au cours de ce mois seront présentés, sur nos écrans deux nouveaux documentaires: la dernière partie du film « Une vie nouvelle » dédiée à la lutte de notre parti pour la transformation socialiste de l'agriculture et le relèvement du niveau de vie de la paysannerie travailleuse et un autre documentaire sur l'« industrialisation de la R.P. roumaine » qui montrera le développement sur des bases socialistes, de notre industrie avec l'aide inestimable de la grande Union Soviétique.

En même temps le plan des thèmes des « Actualités en images » et du journal « Pour une agriculture socialiste » pour cette période est axé entièrement sur l'agitation visuelle autour des élections.

Ce plan est divisé en chapitres : préparation des élections ; révolution culturelle ; aspects du relèvement du niveau de vie des travailleurs ; préparatifs pour l'accomplissement de notre premier plan quinquennal, etc... Ce plan démontre la volonté du collectif des cinéastes d'être en permanence en contact avec l'actualité.

Des images de l'activité des groupes d'agitateurs, des foyers et des coins du votant, des grands

meetings pour la désignation des candidats ainsi que de la vie et du travail de ces derniers, seront combinées avec celles des grandes constructions du socialisme : le canal Danube-Mer Noire, la Maison Scantëia, Hydrocentrale Bicaz.

Toutes ces scènes doivent être accompagnées par un commentaire de propagande, qui soulignera le devoir de chaque citoyen de contribuer tant par son travail que par le choix des meilleurs représentants du peuple travailleur, au développement et à l'épanouissement de notre patrie. »

Renforcement de la peine capitale

En Roumanie les lois répressives sont devenues de plus en plus sévères surtout quand il s'agit de mesures de sanction pour la punition des délits contre la sûreté nationale.

« Les principales modifications parues récemment sont — Art. 5 : « Les délits prévus entraînent la même pénalité s'ils sont commis contre n'importe quel Etat ou « le pouvoir est exercé par les travailleurs » ou contre les intérêts de la classe travailleuse de n'importe quel Etat s'ils ont été commis sur le territoire de la R.P.R.

Art. 6 « Les actes préparatoires ou les essais d'exécution des délits seront punis comme si ces délits avaient été commis. Les personnes qui savent qu'on les prépare ou qu'ils ont été commis et qui ne les dénoncent pas seront punies de peines de prison cellulaire de 3 à 10 ans.

En outre, la loi prévoit la confiscation des biens de tous ceux atteints par les prévisions de cette loi. »

(Curiercul, août 1950).

BULGARIE

La lutte contre les koulaks

En Bulgarie, la lutte contre les koulaks s'affermi.

Pourtant, en Bulgarie il n'y a pas de koulaks. Après la libération de la Bulgarie du joug turc en 1878, les terres ont été partagées entre les paysans. En 1944, lors de la prise du pouvoir par les communistes, les familles qui possédaient plus de 20 ha. de terres arables, étaient très rares.

Les communistes pour justifier leur lutte contre la paysannerie appliquent chaque fois le terme « koulaks » lorsqu'ils se trouvent en présence de l'opposition paysanne. Cette lutte est continuellement fomentée pour asservir complètement les paysans bulgares, en les obligeant à entrer dans les kolkhozes.

Des cas typiques sont mentionnés dans le journal *Rabotnicéso Délo* (Œuvre Ouvrière) dans son numéro du 27 octobre dernier :

« Dans le département de Sévliévo les paysans n'ont pas pu faire les semailles faute de grains ».

En même temps le journal précise que des amendes ont été infligées aux propriétaires « koulaks » parce qu'ils n'avaient rien entrepris pour ensemer leurs terres.

Et le journal continue :

« Dans le département de Razgrad des perquisitions ont été effectuées dans les fermes des « koulaks » pour retrouver des céréales cachées ».

Le Conseil des Ministres et le Comité Central du P.C. ont élaboré un décret ayant pour but l'accélération de la collectivisation des terres. Dans le préambule on souligne que 40 % des paysans sont déjà entrés dans les kolkhozes.

Tous les journaux bulgares du 26 octobre dernier reproduisent ce décret. Le passage le plus marquant est le suivant :

« La politique du parti communiste et du Gouvernement appliquée à l'égard des koulaks, saboteurs des initiatives gouvernementales, a contribué d'une façon décisive aux succès de la collectivisation des terres. »

Le même décret confie au P. C. le soin d'augmenter le nombre des kolkhozes en respectant le principe de la participation bénévole.

Le « sabotage » de l'enseignement

Le journal *Troud* écrit dans son éditorial du 25 octobre :

« Dès 1944, le Ministère de l'Éducation nationale a entrepris une révision approfondie de l'enseignement sur la base du marxisme-léninisme. En 1945, tous les livres scolaires ont été remplacés par de nouveaux. Une purge à l'intérieur des cadres a été effectuée. Un Conseil Suprême de l'enseignement a été créé, qui doit élaborer le programme de l'Enseignement. »

Le journal souligne que le développement de l'Enseignement n'a pas pris les proportions prévues, à cause du sabotage des titistes bulgares ainsi que faute d'organisation.

Le 24 octobre 1949, continue l'éditorial, le comité Central du Parti Communiste, le Conseil des Ministres et le Conseil National du Front Patrio-

tique ont élaboré un décret spécial sur l'enseignement. Ce décret a changé à fond le système de l'Enseignement dans le pays. Ce décret n'a pas été appliqué. Le journal souligne que les écoles sont encore dépourvues de programme solide au point de vue idéologique et qu'un manque de cadres sévit. Plus de 20.000 enfants, fils d'ouvriers, sont restés hors des classes pour l'année scolaire 1949-1950.

Les écoles à programme unifié (sur le modèle soviétique) sont déjà organisées dans le pays. Ces écoles manquent de professeurs et de livres de classe.

Pour faire face à cette situation le P.C. bulgare a organisé des conférences locales. La synthèse des résultats de ces conférences sera faite lors d'une conférence nationale qui s'ouvrira à la fin du mois d'octobre à Sofia.

TCHÉCOSLOVAQUIE

L'école laïque obligatoire remplace les séminaires

L'Etat prend en main la formation des prêtres, telle est l'importante nouvelle qui parvient de Prague où, cependant, la presse l'a reléguée en cinquième page. En effet, selon le *Rudé Pravo* du 19 octobre :

« ... Mercredi dernier s'est déroulée la cérémonie d'inauguration de la nouvelle faculté de théologie catholique Saints Cyrill et Méthode. Y ont assisté le ministre de la santé, l'abbé Plojhar, le président du Conseil municipal de Prague, E. Vacek, les représentants des diverses facultés et écoles supérieures, et des dignitaires de l'Eglise catholique. »

Avant de poursuivre la lecture de ce sommaire compte-rendu, on remarquera que :

1) La nouvelle, et désormais unique, Faculté de théologie catholique portera le nom de deux saints de rite non pas catholique-romain, mais gréco-romain. En effet, Cyrill et Méthode étaient deux missionnaires envoyés de Constantinople au X^e siècle pour baptiser les Slaves de l'Europe centrale ;

2) Si le communiqué fait allusion à la présence de « dignitaire de l'Eglise catholique », en revanche il ne mentionne aucun nom.

Le ministre abbé Plojhar qui, depuis février 1948, ne cesse de faire le jeu des communistes et qui pour cette raison a été excommunié de l'Eglise catholique, a prononcé le discours d'usage :

« Le ministre a déclaré que l'existence de la nouvelle faculté théologique aurait pour conséquence de faire disparaître les différences entre les prêtres sortant des facultés et ceux formés par les séminaires. Tous les prêtres sans distinction recevraient dorénavant une formation unique... »

Et le *Rudé Pravo* ajoute :

Le relogement démocratique et populaire

Dans sa rubrique régionale, consacrée à la capitale tchèque, le *Rudé Pravo* du 1^{er} novembre a rapporté comme suit les résultats obtenus par la « révision des logements » dans le 12^e arrondissement de Prague. Cette action qui sera sous peu étendue à tous les quartiers, puis à toutes les villes, a pour but de chasser de leurs appartements des locataires « bourgeois » et de les remplacer par des ouvriers :

« Les engagements de location des personnes qu'aucun contrat de travail n'oblige à demeurer à Prague, seront annulés en vertu de la loi quelle que soit l'importance de leur logement... La révision a permis de découvrir que la plupart des locataires d'appartements insuffisamment occupés avaient sous-loué une partie de leurs logements afin de camoufler l'état des choses réel... »

« ... Le premier but de la Faculté sera d'éduquer des prêtres fidèles à leur patrie. Par ailleurs, le président du Conseil municipal de Prague, Dr Vacek, a souligné que l'inauguration de la faculté de théologie était une nouvelle preuve de la sollicitude dont l'Etat entoure les Eglises. »

Telle est du moins la version officielle de la nouvelle atteinte portée à l'Eglise catholique par le régime communiste. Enfin, pour terminer, signalons que Radio-Vaticane vient d'annoncer que l'archevêque de Prague, Mgr Beran, placé en résidence surveillée depuis juin 1949, a été récemment incarcéré. En même temps, le Vatican a annoncé que de nombreux cloîtres venaient d'être fermés en Tchécoslovaquie.

Les sous-locataires célibataires ou vivant séparément, sont relogés à raison de deux personnes dans une pièce... Voici un exemple frappant : au numéro 25 de la rue des Slovács, le locataire P. et sa femme disposaient à eux seuls de quatre pièces et d'une cuisine. Dorénavant trois de ces pièces sont mises à la disposition d'une autre famille, ayant trois enfants. »

L'article ne dit rien de la possibilité de relogement pour ceux qui seront ainsi privés de leur appartement en totalité ou en partie. Sans doute devront-ils se résigner à quitter la ville pour aller à la recherche d'un logement dans la région frontalière des Sudètes. Car l'opération en cours vise manifestement à parachever le repeuplement de ces régions habitées jadis par des Allemands.

Ce que fut et ce qu'est le « Sokol »

De tous temps, la Tchécoslovaquie a été le pays de prédilection pour les sociétés de gymnastes. Pour souligner l'importance de ce mouvement, il suffira de rappeler qu'avant la guerre, la société la plus importante le « Sokol », comptait à elle seule près d'un million d'adhérents sur une population de quinze millions d'habitants.

Le « Sokol » a été fondé dans les années quatre-vingts du siècle dernier, suivant l'exemple des Junker allemands. Faisant appel tant aux exercices physiques qu'à la formation spirituelle, le « Sokol » prétendait galvaniser l'esprit nationaliste tchèque et grouper les masses autour de l'étendard national. C'était une raison suffisante pour que le P.C. lui manifestât une hostilité constante entre 1918 et 1938.

Décapité, puis dissous pendant l'occupation allemande, le « Sokol » a réapparu dès la libération et, en raison de la faiblesse des partis non communistes, il constituait entre 1945 et 1948, le seul contre-poids réel aux masses organisées au sein du P.C. Devant cette situation, les communistes ont entrepris, dès avant le coup d'Etat, de miner le « Sokol » tant par la base que par la tête. Opérant un virage spectaculaire, M. Gottwald lui-même a adhéré, un beau jour de 1947, à l'organisation du « Sokol ». Ce fut le signal des adhésions massives au « Sokol » des membres du P. C.

Peu après février 1948, les mesures suivantes ont été décrétées par le gouvernement :

1) Epuration de tous les dirigeants nationalistes du « Sokol », à l'exception d'un président octogénaire qui s'est rallié.

2) Dissolution de toutes les organisations sportives communistes et social-démocrates d'abord, puis de toutes les sociétés de gymnastes en général.

3) Adhésion obligatoire de tous les clubs et organisations sportives au « Sokol ».

4) Implantation du « Sokol » en Slovaquie et dissolution simultanée des sociétés catholiques, précédemment fort nombreuses.

5) Ralliement de la nouvelle direction du « Sokol » aux mots d'ordre du gouvernement : plan quinquennal, édification du socialisme, lutte pour la Paix, formation des brigades de travail, etc.

Telles sont les nouvelles tâches d'une organisation comptant plus de deux millions d'adhérents, mais qui de l'ancien « Sokol » n'a conservé que le nom, les immeubles et les installations sportives. « Tout membre du « Sokol » doit être un actif combattant pour la Paix », tel est le titre du numéro spécial que le *Praca* du 23 octobre a consacré à la 3^e conférence du « Sokol »

« Après deux années de la culture physique unifiée, écrit l'organe de la C.G.T. nous avons compris que pour assurer le développement constant de notre organisation il ne suffisait pas de procéder à une fusion purement mécanique des organisations précédemment dissoutes... Conscient de l'immense responsabilité... nous entreprenons avec fermeté et énergie, de transformer radicalement la structure du « Sokol ». De cette manière seulement nous pourrions réaliser le programme de la révolution démocratique et populaire dans le domaine de l'éducation physique et des sports. »

POLOGNE

La réforme monétaire du 28 octobre 1950

Le 28 octobre dernier, la Diète a voté à l'unanimité la loi sur la réforme monétaire. Selon la loi, le nouveau zloty, représentant la valeur de 0,222168 grammes d'or pur, égale un rouble soviétique.

L'échange des anciens zlotys contre les nouveaux fut effectué du 30 octobre au 8 novembre sur la base suivante: toutes les sommes déposées dans les caisses d'épargne et banques, au-dessous de 100.000 zlotys, ont été transformées en monnaie nouvelle à raison de 3 nouveaux zlotys pour 100 anciens. Quant aux sommes apportées par des particuliers pour l'échange, elles ont été remboursées à raison de 1 zloty pour 100 anciens. Les salaires ainsi que les prix ont été calculés sur la base de 3 à 100. En même temps, la loi interdit aux particuliers de détenir valeurs étrangères, monnaies en or, l'or et le platine, exception faite pour des bijoux personnels. Le commerce de valeurs étrangères d'or et de platine sera dorénavant puni de peines sévères (allant jusqu'à la peine de mort).

Sur le plan politique la réforme monétaire vise à effacer encore un peu plus les différences entre la Pologne et l'Union Soviétique. Et cela se présente sous deux aspects: 1°) Le nouveau zloty n'est en réalité, autre chose que le rouble, avec un autre nom, exactement comme Rokossovski est un maréchal soviétique en uniforme polonais. 2°) Contrairement aux promesses de la loi, il y a lieu de s'attendre à l'abaissement du niveau de vie polonais au niveau des peuples de l'U.R.S.S.

Sur le plan économique, tout laisse à supposer que la promulgation de la loi fut accélérée pour empêcher le krach du Plan sexennal prévu pour l'année en cours. Les statistiques publiées récemment (en pourcentages) pour les derniers mois ainsi que celles relatives au dernier trimestre font apparaître que dans de nombreuses branches industrielles de grande importance le plan n'a pas été accompli. De même, depuis plusieurs mois, la presse annonce que la production de charbon est effectuée à 100 %. Il y a lieu d'en déduire que ces pourcentages sont souvent « tirés par les cheveux ». D'autre part, contrairement aux déclarations officielles l'application des nouvelles normes de la production dans les mines a été accompagnée d'une augmentation du salaire de base de l'ordre de 22 %.

C'est pour toutes ces raisons que l'Etat communiste décida de combler les lacunes de l'économie et d'obtenir des fonds supplémentaires.

Sur le plan social la récente réforme se propose également d'accentuer la prétendue « lutte des classes », rendant responsables leurs « séides-esclaves » de la pénurie de marchandises.

Aussi la propagande bat-elle son plein, dans la presse, à la radio, aux réunions. Des journalistes obligent de pauvres gens à déclarer qu'ils sont tous très contents de la réforme.

La propagande à l'œuvre

Comme de bien entendu la propagande a déployé un grand zèle pour démontrer les bienfaits de la « réforme ».

« *Ceux des travailleurs* — continue la *Trybuna Ludu* — qui perdent à l'échange de la monnaie,

comprennent que cette perte sera largement compensée par les résultats de la réforme. »

« *Il ne faut pas oublier un seul instant les éléments ennemis, spéculateurs qui, touchés par la réforme, essayeront de propager de fausses rumeurs, de semer le mécontentement et de pratiquer des manœuvres de spéculation.* »

« *Des milliers et des milliers de nos activistes, de nos agitateurs et membres du parti doivent donner des renseignements exacts et mobiliser des millions d'ouvriers sans-parti, les femmes, de larges masses de population paysanne en faveur d'un travail accru pour l'édification du socialisme.* »

Renseignements sur le sens de la réforme

La presse officielle publie des déclarations des ouvriers et des travailleurs intellectuels qui louent les bienfaits de la réforme... dans l'avenir. Voici les passages les plus caractéristiques de certaines d'entre elles, choisies au hasard.

« *L'échange a été effectué à la fin du mois, c'est-à-dire au moment où la plupart des travailleurs ne possèdent pas d'argent. L'échange frappe surtout les trafiquants et les oisifs.* »

« *Grâce à la réforme, nous avons éliminé nombre de causes de la « disparition » des marchandises du marché... Maintenant, on aura de moins en moins de magasins vides de marchandises et il y aura davantage de marchandises pour les travailleurs.* »

(On pourrait demander pourquoi ?)

« *Dans ses effets, la réforme donnera à la population laborieuse plus de possibilités d'acheter à bon marché* » (Pourquoi ?)

« *Les koulaks n'auraient pas été, certes, si mécontents si cela n'était pas favorable pour nous.* »

« *Auparavant, on travaillait, on était content de dépasser la norme, on pensait qu'on gagnait davantage pour s'acheter quelque chose. Et lorsqu'on avait enfin l'argent, on s'apercevait que ce n'était guère si facile d'acheter. On entraît dans une boutique, puis dans une autre, partout on vous disait la même chose : « Il y en avait, mais c'est déjà vendu »... Enfin, on mettra fin à ces tristes pratiques.* » (Pourquoi ?)

« *De prime abord, je n'ai point été content, parce que j'avais mis tout juste de côté 20.000 zlotys que j'économisais pendant les derniers mois. Mais, j'ai vite compris que ce que je perdrai lors de l'instauration du nouveau système monétaire n'est rien comparé aux avantages que nous obtiendrons par la liquidation d'énormes sommes liquides détenues par les trafiquants. Cependant, j'ai entendu l'opinion d'un de mes collègues qui soutenait qu'on aurait pu effectuer l'échange de façon que les travailleurs puissent obtenir 3 zlotys pour 100 anciens. Nous avons longtemps discuté la question et nous sommes arrivés à la conclusion qu'une telle solution aurait sans doute permis aux spéculateurs de tourner la loi.* »

(Cités d'après la *Trybuna Ludu*, organe central du P.C. du 30 octobre 1950).

LA VIE EN U.R.S.S.

L'industrie "la plus progressive du monde"

Le *Troud* du 27 octobre, dans une correspondance de Kharkov, donne un échantillon de ce qu'est l'organisation industrielle soviétique. Il s'agit de l'usine « Traktorozaptchast » :

« Les chefs de notre usine se sont engagés en son temps à préparer tous les bâtiments en vue de l'hiver. Mais jusqu'ici ils lambinent, et une grande partie des ateliers ne sont pas encore mis en ordre. L'automne est venu, il pleut de plus en plus souvent, et dans les ateliers de serrurerie les toits laissent passer l'eau, les châssis intérieurs ne sont pas posés et les fenêtres restent sans carreaux. L'atelier de fonderie n'est pas non plus mis en état. Les moules et tout le matériel gisent à ciel ouvert... La chaudronnerie centrale et la centrale électrique de l'usine sont en

piteux état. En un mot, de quelque côté qu'on regarde, rien n'est prêt.

« Les chefs de l'usine se justifient en déclarant que le ministère de l'Industrie locale ne fournit pas de matériaux, tandis que le ministère affirme qu'il y a dans l'usine tout ce qu'il faut pour ces réparations. La dispute se poursuit, et les ouvriers se demandent quand ils auront enfin chaud dans les ateliers. »

Tout cela n'empêche nullement la presse bolcheviste de Russie et du glacis de recommander aux travailleurs des pays satellites de s'inspirer de l'exemple soviétique et d'apprendre en U.R.S.S. les procédés les plus « progressistes » de la technique moderne.

Devoirs impératifs des syndicats soviétiques

Une campagne électorale — si l'on ose dire — se déroule en ce moment en U.R.S.S. Il s'agit, il est vrai, d'une campagne secondaire puisqu'elle ne porte que sur le renouvellement des soviets locaux. A cette occasion l'éditorial du *Troud* du 27 octobre définit ainsi les devoirs des syndicats soviétiques (les passages ci-dessous sont imprimés en caractères gras) :

« L'une des tâches les plus essentielles des syndicats dans la campagne électorale consiste à aider les organisations du Parti dans leur travail d'agitation et de propagande parmi la population.

« La tâche des syndicats est d'aider les organisations du Parti à expliquer aux travailleurs la grande signification universelle et historique des succès remportés par notre nation au cours des années d'après-guerre sous la direction du Parti de Lénine-Staline.

« Les élections aux soviets locaux incitent le peuple soviétique à de nouveaux exploits productifs. L'activité des masses en vue de l'accomplissement avant terme des plans de production s'est encore accrue. Assurer une conduite correcte de l'émulation et la porter à un maximum d'efficacité — tel est l'impératif de bataille des syndicats. »

Ces injonctions comminatoires montrent une fois de plus que les « syndicats » soviétiques — au même titre que les « syndicats » mussoliniens et hitlériens — ne sont que des organismes annexes de l'Etat et du parti régnant, et non point l'expression de la libre volonté des travailleurs soviétiques. Voici encore un autre exemple :

« Le travail stakhanoviste — c'est la lutte pour la paix ! — c'est sous ce mot d'ordre que la nation soviétique soutient la cause de la paix et qu'elle combat pour l'édification d'une société communiste... Les syndicats sont appelés à aider journellement les millions de travailleurs à remplir leurs obligations socialistes — c'est en cela

que réside leur principale tâche dans la lutte pour la paix ! »

« Un devoir important s'impose à présent aux syndicats : aider chaque travailleur engagé dans l'émulation à remplir avec honneur ses obligations, à marquer l'anniversaire d'octobre de nouveaux succès dans le travail... Le travail stakhanoviste collectif — voilà le meilleur cadeau à la Patrie pour l'anniversaire du Grand Octobre ! »
(*Troud*, 20 octobre, éditorial).

Ces textes prouvent :

- 1° que les « syndicats » soviétiques sont asservis au Parti bolchevik ;
- 2° qu'ils doivent propager les mots d'ordre de ce Parti ;
- 3° que tout — lutte pour la paix, préparation de l'anniversaire de la Révolution d'octobre, etc. — est prétexte pour les obliger à pousser les travailleurs à un effort maximum dépassant le plus souvent leurs capacités physiques.

Les grandes tâches de la critique littéraire

A en croire la *Litératournaïa Gazeta* du 19 octobre, la critique littéraire soviétique souffre encore de sérieuses insuffisances. Fort heureusement, la section soviétique de l'Institut de la Littérature mondiale a eu l'excellente idée d'établir une liste des principaux sujets qu'il importe d'approfondir et dont le journal cite quelques exemples :

« Staline et les questions de l'esthétique marxiste-léniniste. — Les vues littéraires-esthétiques du jeune Staline. — Staline sur l'art et la littérature. — Staline sur la littérature classique russe. »

La *Litératournaïa Gazeta* s'en promet — et nous avec elle — « le relèvement du niveau de toute la critique littéraire soviétique. »